

26 janvier 2024

Monnaie et concours à l'économie – France • Décembre 2023

Sur un an, les ressources résidentes des banques progressent de +1,2 %

En 2023, les ressources résidentes des institutions financières monétaires incluses dans M3 ont augmenté de +1,2 % en rythme annuel (cf. tableau 2), soit un surplus de 33,8 Mds€ (cf. tableau 1). Cette progression résulte néanmoins d'évolutions contrastées :

Les encours de dépôts à vue (M1) ont diminué de -12,6 % en rythme annuel en décembre, soit -188,8 Mds€ (après -13,6 % en novembre) en raison de transferts vers des produits mieux rémunérés.

En contrepartie, l'agrégat M2 - M1, qui recouvre les dépôts rémunérés, a nettement augmenté (+16,4 % en décembre en glissement annuel, soit +178,4 Mds€), tirée par les dépôts à terme inférieurs à 2 ans (+68,1 %, soit 142,3 Mds€) et la poursuite de la collecte nette des comptes sur livrets (+4,1 %, soit 36,1 Mds€).

Les placements sous forme de titres d'OPC monétaires ont également vivement progressé (+24,5 %, soit 58,1 Mds€).

Après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, le taux de croissance de la composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro a atteint +1,2 % en décembre 2023 (après -0,2 % en novembre).

La croissance des financements au secteur privé a ralenti en 2023 tout en restant positive (+1,2 % par rapport à l'année précédente, après +5,8 % en 2022). Les encours de crédits accordés aux sociétés non financières ont continué de progresser de +2,0 % en 2023 et ceux aux ménages de +1,2 %.

Tableau 1 - France : M3 et concours à l'économie

Décembre 2023 (flux cumulés sur 12 mois en Mds€)			
Total des emplois	161,8	Total des ressources	161,8
Concours au secteur public résident	-3,1	Ressources résidentes incluses dans M3	33,8
dont crédits	-1,2	M1	-188,8
dont titres	-1,9	M2 - M1	178,4
Concours au secteur privé résident	44,2	M3 - M2	44,1
dont crédits aux ménages	20,9	Ressources de long terme (a)	128,0
dont crédits aux SNF	25,9		
Concours extérieurs nets	95,9		
Divers (b)	24,8		

(a) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis, capital et réserves, dépôts des APU centrales.

(b) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations), or et DTS de la Banque de France

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 2 - France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

Décomposition de la composante française de M3	Encours (en Mds€)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux CVS (en Mds€)	
		déc-23(p)	nov-23(r)	déc-23(p)	nov-23(r)
Dépôts à vue	1 308	-13,6	-12,6	-9,3	-8,5
= Ressources résidentes incluses dans M1	1 308	-13,6	-12,6	-9,3	-8,5
Dépôts à terme ≤ 2 ans	352	82,0	68,1	12,0	11,4
+Comptes sur livret	913	2,8	4,1	0,7	18,5
= Ressources résidentes incluses dans M2-M1	1 264	16,7	16,4	12,6	29,9
Titres d'OPC monétaires	295	22,3	24,5	2,6	7,5
+Pensions	18	-65,9	-51,2	-1,0	2,0
+Titres de créance ≤ 2 ans	55	-3,9	9,4	2,8	7,2
= Ressources résidentes incluses dans M3-M2	368	5,3	13,6	4,5	16,6
Total des ressources résidentes incluses dans M3 France	2 941	-0,3	1,2	7,8	38,0
+Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	389	9,7	10,3	2,7	1,7
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	98	47,9	49,9	3,3	4,0
= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro	3 232	-0,2	1,2	7,2	35,7

(r) : données révisées ; (p) : données provisoires

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 3 - Contreparties des ressources résidentes incluses dans M3

	Encours (en Mds€)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux CVS (en Mds€)	
		déc-23(p)	nov-23(r)	déc-23(p)	nov-23(r)
EMPLOIS	5 659	2,0	3,0	11,0	54,8
Concours au secteur public résident (1)	1 164	-0,8	-0,3	-3,7	3,2
dont crédits	212	-2,2	-0,6	-1,2	1,7
dont titres	952	-0,4	-0,2	-2,5	1,5
Concours au secteur privé résident (2)	3 680	1,1	1,2	0,9	7,6
dont crédits aux ménages (c)	1 731	1,5	1,2	0,5	-1,5
dont crédits aux SNF (c)	1 350	2,5	2,0	4,3	1,1
Concours extérieurs nets (3)	365	61,9	43,5	29,6	11,2
Divers (a) (4)	449	-6,6	5,6	-15,8	32,9
RESSOURCES	5 659	2,0	3,0	11,0	54,8
Ressources de long terme (b) (5)	2 718	4,8	5,1	3,2	16,8
Ressources résidentes incluses dans M3 (1)+(2)+(3)+(4)-(5)	2 941	-0,3	1,2	7,8	38,0

(r) : données révisées ; (p) : données provisoires

(a) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations).

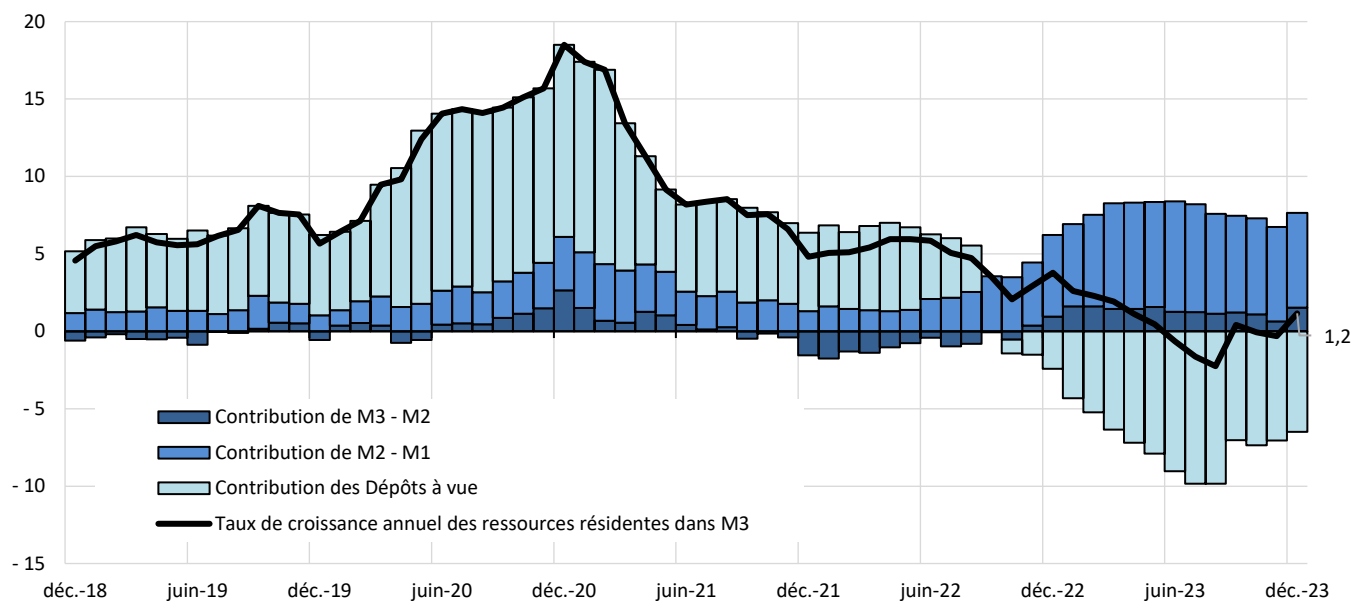
(b) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis à plus de 2 ans, capital et réserves, dépôts des APU centrales.

(c) Crédits y compris créances titrisées sorties du bilan

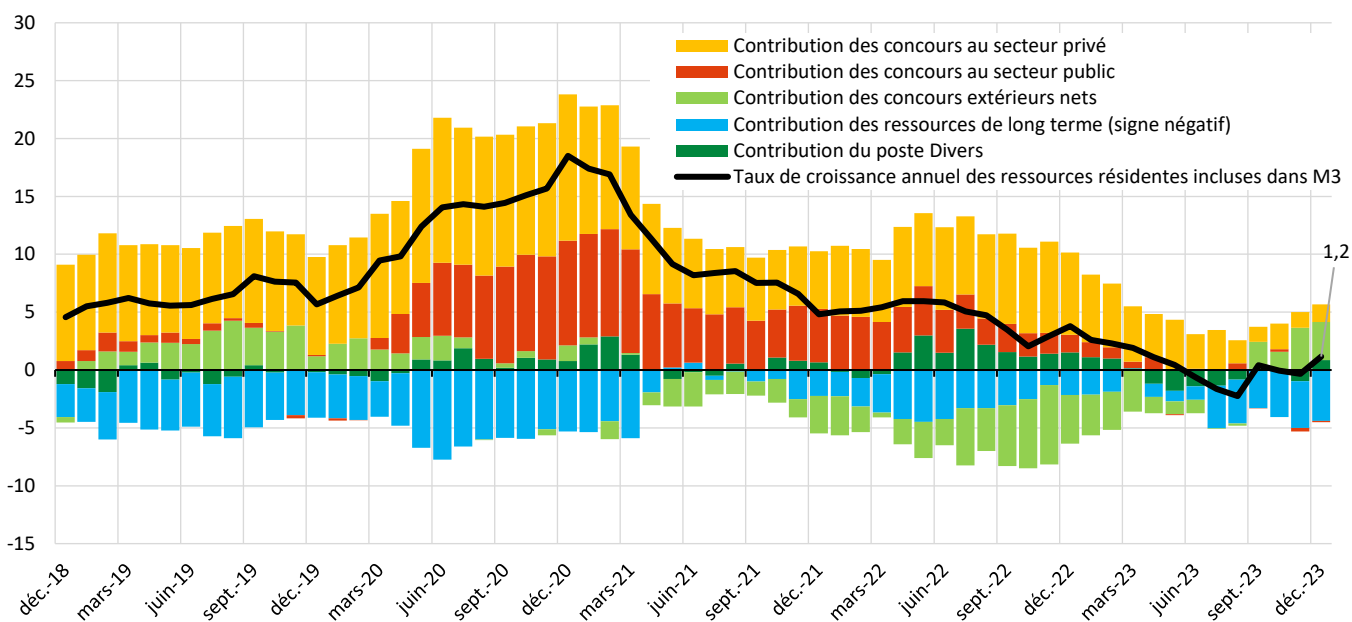
Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Contributions à la croissance annuelle des ressources résidentes incluses dans M3 (en %)



Contribution des contreparties monétaires à la croissance annuelle des ressources résidentes incluses dans M3 (en %)



Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Complément

Les **ressources incluses dans M3** (hors billets et pièces) sont constituées des placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, fonds de pension, organismes de placements collectifs (OPC) non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (IFM).

Les **institutions financières monétaires** (IFM) comprennent les établissements de crédit, les sociétés de financement, la Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Banque de France.

Les **comptes sur livrets** comprennent les livrets A et bleus, les livrets de développement durable et solidaire, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des Negotiable European Commercial Paper (NEUCP) émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les **concours à l'économie** englobent l'ensemble des financements apportés par les IFM aux secteurs public et privé résidents, sous forme de crédits et de titres (titres de dette et actions). Pour les crédits aux ménages et aux sociétés non financières (SNF), les cessions/titrisations avec sortie du bilan des banques sont réintégrées.

Les **concours extérieurs nets**, correspondent au solde (créances moins engagements) des opérations des IFM avec le reste du monde.

Les **ressources de long terme** des IFM contiennent le capital et réserves, les titres de dette à plus de 2 ans émis par les IFM, les dépôts de durée supérieure à 2 ans et les dépôts des administrations centrales.

Le poste « **Divers** » englobe le solde des créances et des engagements inter-IFM, le net des autres postes du bilan (produits financiers dérivés, décalages comptables, immobilisations) et la monnaie en circulation.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

Les données d'encours, de taux de croissance annuel, de flux cumulés sur 12 mois publiées dans ce Statinfo sont non corrigées des variations saisonnières, mais les données de flux mensuels le sont.

